

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



L'Impact des éruptions de la pelée sur l'économie de la martinique au début du XX^e siècle

Guy Stéhlé

Numéro 156, mai-août 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036841ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036841ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Stéhlé, G. (2010). L'Impact des éruptions de la pelée sur l'économie de la martinique au début du XX^e siècle. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (156), 19–38. <https://doi.org/10.7202/1036841ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'Impact des éruptions de la pelée sur l'économie de la martinique au début du XX^e siècle

Guy STÉHLÉ

Au début du XX^e siècle, la Martinique a subi de nombreuses secousses : grèves en 1900, éruptions de la Pelée de 1902 à 1904, cyclone en 1903. À cela s'ajoute une crise du sucre qui, avec des hauts et des bas, commence dès 1884.

L'objet de cette étude est de tenter, à partir des données statistiques connues et des écrits de l'époque, de cerner la part qui revient dans cet ensemble à l'événement capital de cette période : la série d'éruptions de la Pelée. Elle a rayé de la carte la ville de Saint-Pierre, capitale économique et premier port de commerce de l'île, et ravagé tout le nord de la colonie.

Sur le plan démographique, *le recul de population imputable aux conséquences de la catastrophe a dû être finalement de 29.000 personnes, soit près de 14 % de la population, ce qui a entraîné de graves effets sur l'économie de l'île.*

L'ensemble des pertes en vies humaines consécutives à la seule éruption du 8 mai pourrait, d'après l'approximation du vulcanologue Lacroix, être estimé à 28.000 personnes.

- Le 5 mai, lors de l'emportement de l'usine Guérin, 32 personnes furent portées disparues d'après le témoignage le plus sûr, celui du docteur Guérin lui-même. D'autres, tel celui de M. Fernand Winter Durennel, font état de la disparition de : « tout le personnel, Eugène Guérin et sa femme et une centaine de curieux surpris par l'avalanche ». Incidemment, ceci soulève le problème de la crédibilité des témoins qui, comme ici, ont tendance à amplifier de bonne foi les conséquences de la tragédie.

- En s'appuyant sur les calculs de Lacroix, dont l'estimation repose sur les éléments rappelés ci-après, on pourrait penser que la seule éruption du 8 mai fit environ 26.000 victimes.

Lors du recensement du 29 juillet 1901, la population de la ville de Saint-Pierre et de ses faubourgs était évaluée à 26.011 habitants et celle du Prêcheur à 4.620.

Pour le Prêcheur, les données qu'il a recueillies indiquent qu'entre les 10 et 11 mai le Pouyer-Quertier et le Walquirien ont évacué environ 3.400 personnes. Il précise que, selon M. Grelet, maire du Prêcheur, il y aurait eu 800 morts au voisinage du Morne Folie et 300 personnes qui se seraient réfugiées à Saint-Pierre avant le 8 mai ; 120 auraient fui avant l'éruption. Ceci porte le nombre des victimes au Prêcheur à 800.

Pour Saint-Pierre, 1.640 personnes auraient été évacuées vers Fort-de-France par les vapeurs de la compagnie Girard antérieurement au 8 mai, mais ceux-ci en auraient ramené 290. Compte tenu des 300 personnes du Prêcheur réfugiées à Saint-Pierre on arrive à 25.761 victimes.

Les décès imputables à l'ensevelissement de l'usine Guérin et à l'éruption du 8 mai seraient donc d'après son calcul, proches de 26.000.

À ceux-ci, il faut ajouter des habitants du Morne Rouge venus à Saint-Pierre, les marins en rade, la population « flottante » et des victimes du nord du village du Carbet.

Lacroix conclut : « compte tenu de tout ce qui précède, le nombre des victimes devrait être de l'ordre de 28.000 ».

- L'éruption du 30 août éprouva fortement les autres communes du Nord : le Morne Rouge fut totalement détruit, l'Ajoupa Bouillon en partie ainsi que les hauteurs de Basse Pointe. Elle a, semble-t-il, causé la disparition d'un millier de personnes bien qu'on ait avancé, sur l'instant, le chiffre de 2.000 victimes.

Ainsi, environ 29.000 habitants auraient péri entre le 8 mai et le 30 août 1902.

Il y eut officiellement deux rescapés : le prisonnier Cyparis (ou Sylbaris) et le cordonnier Compère. Il n'est pas exclu que dans la zone périphérique de la catastrophe certaines personnes aient échappé à la mort. Ceci explique, sans doute, que les premières estimations aient été de 30.000 voire même de 40.000 disparus.

- La diminution de population de la Martinique ne se limiterait pas à la disparition de 29.000 individus ; il faudrait y ajouter les 2.000 qui abandonnèrent l'île pour aller en Guadeloupe, en Guyane, à Sainte-Lucie, Trinidad ou même en France, provisoirement ou non.

Le Gouverneur Lhuerre câble au Ministre des Colonies, après l'éruption du 20 mai : « Les vapeurs Salvador, Hortin et Helga ont transporté un millier de personnes à la Guadeloupe et à Sainte-Lucie ». Le 22 mai il câble à nouveau : « Aujourd'hui même, mille habitants ont déjà pris passage à bord du Versailles et de La Ville de Tanger à destination de la Trinidad et de Cayenne ».

En juin 1904, le rapport de la Commission exécutive au Comité officiel de Secours aux Sinistrés de la Martinique indique à propos des sinistrés qui ont émigré :

« Quelques uns se sont fixés dans ces colonies, où ils ont trouvé une situation, mais le plus grand nombre ont été rapatriés à la Martinique où ils sont encore secourus [...]. Au 31 décembre 1903, 47 familles comprenant 235 personnes, étaient installées sur le domaine de Montjolly, situé aux environs de Cayenne ».

À la fin de 1902, la population de la Martinique aurait donc régressé de 31.000 personnes.

Le bilan réel de la catastrophe nous paraît sensiblement moins élevé compte tenu du raisonnement suivant. Sachant que le rythme annuel moyen de croissance de la population était alors d'environ 1000 personnes par an, la population de la Martinique, en mai 1902, devait se situer autour de 208.000 habitants (207.011 au recensement de 1901). Sans la catastrophe de la Pelée elle aurait dû être proche de 211.000 au début de 1906. Or les statistiques officielles l'évaluent à 182.024 soit un écart, en moins, de 29.000. Ceci conduit à une minoration de 2000 individus par rapport au premier calcul.

• Un autre aspect important est celui de l'hébergement des sinistrés. On a parlé, de 25.000 habitants sans foyer.

Pour accueillir les sans logis, la colonie fit édifier rapidement de « nouveaux villages » par déboisement de certaines régions forestières du nord de l'île (dans les bois de Colson) ou en faisant l'acquisition de propriétés le long de la côte nord avec la création du village de Fonds-Lahaye.

Dans le rapport de la Commission exécutive, en date du 27 juin 1904, on trouve des informations intéressantes sur ces villages :

« A l'aide de la souscription et du crédit extraordinaire de 2.260.000 francs votés par le Parlement des propriétés appartenant au Domaine ou acquises à des particuliers et représentant 1.300 hectares en cultures furent défrichés et aménagés pour des agriculteurs. Chaque famille reçut une concession avec case, des outils, des graines, des plants. C'est ainsi que furent créés dix neuf villages (Fonds-Lahaye, La Démarche, Schoelcher, Fonds-Boucher, Sainte Marie, Fourniols, Reculé, Tivoli, Trinité, Bonair, La Tracée, Colson, Alma et Boucher, Concorde, Pré-Fontaine, Démartinières, Seailles et Rabuchon), situés pour la plupart à proximité de centres industriels, afin de permettre aux habitants d'y écouler leurs produits et dans lesquels une population que l'on peut évaluer à 8.300 individus a retrouvé, sinon le foyer perdu, du moins un abri et les moyens de se refaire une nouvelle existence ».

La plupart de ces villages n'eurent qu'une existence éphémère. Certains d'entre eux étaient, malgré les assertions de la Commission exécutive, trop isolés. Dans d'autres, les parcelles n'étaient pas assez grandes pour permettre à la fois la subsistance des familles et la vente du surplus, d'autant que les sols n'étaient pas très fertiles ; au Boucher, par exemple, dix-huit familles vivaient sur 4 hectares de terre environ.

Dès 1903 et parfois même avant, tout danger semblant avoir disparu, beaucoup d'habitants abandonnèrent ces centres et retournèrent chez eux. Ceux de La Médaille regagnèrent le Fonds Saint-Denis, ceux de La Démarche et une partie de ceux de Fonds-Lahaye revinrent au Prêcheur, ceux de Tivoli au Morne Rouge. Néanmoins, Fonds-Lahaye et Préfontaines, ainsi que quelques autres, se développèrent de façon autonome ou en s'agglomérant petit à petit aux bourgs environnants.

La comparaison entre les recensements de 1901 et de 1906 montre à l'évidence qu'une partie non négligeable des réfugiés s'est fixée durablement à Fort-de-France.

Au recensement de 1901, la ville compte 14.906 habitants et l'on en dénombre 27.379 lors de celui de 1906. Les chiffres cités par Ursulet,

tirés du *Journal Officiel de la Martinique* du 24 janvier 1902, diffèrent sensiblement des nôtres : ils donnent pour Fort-de-France 22.164 habitants en 1902 et 27.013 en 1905.

Ces divergences confirment, ainsi que nous l'avons indiqué dans une publication antérieure, le fait que les recensements antillais de population, à partir de la fin du XIX^e siècle et jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, sont d'une qualité douteuse.

Il n'en demeure pas moins que l'accroissement maximum de 12.473 ou minimum de 4.849 individus ne peut en aucun cas s'expliquer par l'accroissement naturel de population imputable aux seuls Foyalais.

Quant à Saint-Pierre elle mit longtemps à renaître partiellement de ses cendres ; son port ne fut jamais remis en état et elle perdit définitivement sa prééminence antérieure.

Les éruptions de la Pelée furent, ainsi, sur le plan démographique, à la base d'un profond et durable bouleversement des équilibres humain, économique et social.

Sur le plan économique, les éruptions du volcan s'inscrivent dans un contexte peu favorable et il n'est pas toujours aisé de déterminer de façon précise la part qui, à partir de 1902, revient à la catastrophe et à ses suites.

- Dès 1884, l'économie des Antilles est touchée par la crise mondiale de surproduction du sucre qui tend à s'aggraver au début des années 1900. Les usines connaissent de graves difficultés financières et certaines travaillent même à perte. Les cours des 100 kilos de sucre passent de 34.F. 22 en 1900 à 16.F. 09 en 1902. Lorsque se termine la crise, six usines sur les vingt et une qui existaient en 1884 ont fait faillite, une septième, celle de Rivière Blanche, ayant été détruite par le volcan.

La remontée des cours ne se produit qu'après 1905, avec le plein effet des décisions prises à la Conférence de Bruxelles où les pays producteurs de sucre s'entendirent pour assainir le marché et faire disparaître la spéculation.

- Les grandes grèves des ouvriers agricoles en février 1900 touchent toutes les régions sucrières de Martinique, à l'exception de celles de Saint-Pierre et de l'extrême sud. Elles sont, en grande partie, le reflet de la hausse des prix des produits alimentaires de base et de la stagnation voire la baisse des salaires. Les ouvriers agricoles et petits planteurs sont les premières victimes de la crise qui sévissait depuis plusieurs années. Néanmoins, dans la lettre confidentielle et personnelle que le gouverneur Gabrié adresse, le 29 mars 1900, à M. Roume, Directeur des affaires politiques, administratives et commerciales au Ministère des Colonies, il signale « que plusieurs établissements ont réalisé cette année des bénéfices considérables et nullement factices ». Il ajoute que « le directeur de l'usine du Galion a dit à plusieurs personnes que les bénéfices réalisés cette année étaient tellement beaux que c'en était scandaleux, c'est son propre mot. Comment veut-on que ces propos imprudents n'aient pas été exploités ».

De fait, les principales revendications portaient sur une augmentation du salaire de 1F à 1 F. 50 et sur un paiement de la « tâche » à 2 F., définie sur la base de 100 pieds de cannes.

Commencées pacifiquement, elles tournèrent au drame le 8 février lorsqu'une fusillade éclata entre militaires et grévistes au François. Il y eut dix morts et une douzaine de blessés du côté des manifestants ; le Maire M. Clément faillit perdre la vie.

A partir du 14 février, suite à l'accord négocié par M. Merlin, Secrétaire Général, le travail reprît progressivement.

Pour conclure sur ces grèves, il est utile de rapporter le diagnostic que Gabrié pose, le 11 avril, sur l'état de l'appropriation des terres en Martinique :

« Il n'est guère possible qu'avec nos institutions et nos idées modernes, la propriété rurale dans un pays peuplé de citoyens français continue à être pour ainsi dire le privilège d'une infime minorité de personnes possédant des domaines énormes et employant des centaines de travailleurs ; il serait désirable que le reste des terres se trouve réparti entre de moyens et de petits planteurs [...]. C'est sans doute la constitution actuelle de la propriété qui est la cause première du mouvement qui se produit ».

Ces grèves traduisent le malaise social des populations rurales très pauvres et montrent que l'économie martiniquaise était déjà en crise bien avant les événements de 1902.

- Le cyclone de 1903, quoique moins dévastateur que celui de 1891 et de ce fait connu pendant longtemps sous le nom de « ti cyclone », n'en fut pas moins meurtrier puisqu'on dénombra, le 13 août, 31 morts et au moins 70 blessés. Les dégâts aux habitations et édifices publics furent considérables et les récoltes sérieusement compromises.

A Fort-de-France ce sont surtout les navires en rade qui ont souffert : cinq bateaux échoués et un coulé ; quelques bâtiments ont perdu leur toiture.

Presque toutes les communes furent atteintes aussi bien dans le centre de l'île (Saint-Joseph, Gros-Morne, Morne des Cadets) que le long des côtes caraïbes (Lamentin, Rivière-Pilote, Marin) et surtout atlantiques (Macouba, Lorrain, Sainte-Marie, Trinité, Robert, François, Vauclin).

Les réfugiés de 1902 furent, cette fois encore, sinistrés et les « nouveaux villages » ont beaucoup souffert, en particulier Fonds-Lahaye et Schoelcher où la plupart des cases furent renversées ou emportées. Il en fut de même à Tivoli où 20 cases furent entièrement détruites, les autres ayant perdu leur toiture. Au Morne des Cadets le poste d'observation du volcan fut à peu près complètement rasé.

« Ti cyclone » fut une calamité dont se serait bien passé la Martinique qui commençait à peine à se remettre du cataclysme de 1902.

Au début du XX^e siècle, le mouvement commercial de la Martinique n'a cessé de se dégrader pour les raisons exposées ci-dessus.

Alors que le taux de couverture des importations par les exportations était, en 1900, de 108,9 il tombe, dès 1901, à 88,3%.

À la suite des manifestations volcaniques de la Pelée et du cyclone de 1903 la situation empire en 1902 (85%) et 1903 (74,1%) ; elle n'est guère meilleure en 1904 (84,4%).

L'auteur des « Statistiques Coloniales » commente ainsi celles de 1904 : « Comparés aux chiffres de l'année 1901, année normale précédant les catastrophes volcaniques, ceux de 1904 laissent des déficits qui s'élèvent

à l'entrée à 11.986.000 F., et, à la sortie, à 11.371.000 F. Si les résultats de l'année écoulée devaient être considérés comme constants, comme la moyenne du chiffre d'affaires de la colonie, il faudrait déduire de la comparaison ci-dessus que la disparition de Saint-Pierre a eu pour effet de réduire de moitié le trafic de la colonie. Ce trafic s'élevait à 50 millions par an en 1901, il n'est plus que de 27 millions en 1904 ». Il ajoute, cependant, que d'autres facteurs doivent être pris en compte pour expliquer cette situation et évoque ceux que nous avons signalés.

Ce n'est qu'à partir de 1905 et 1906 que l'on retrouve des taux de couverture largement positifs et qui atteignent des niveaux inégalés jusque-là : 122,4 et 126,2%.

Un examen plus approfondi des composantes du commerce extérieur s'impose pour tenter de déterminer l'impact des événements de 1902 et 1903 sur l'économie martiniquaise.

1. LES IMPORTATIONS

Les sources d'approvisionnement de la Martinique sont beaucoup plus diversifiées que ses débouchés et se partagent entre la Métropole, l'étranger et les colonies françaises.

- celles venant de France, ne concourent, en 1900 qu'à 43% du total (10.600.000 F.) ; elles deviennent ensuite majoritaires : 50% de 1901 à 1905 et 56% en 1906 ;
- celles de l'étranger qui, en 1900, avec 12.500.000 F. représentaient la moitié des entrées, n'ont cessé de diminuer en pourcentage et en valeurs absolues. En 1906, leur part n'est plus que de 40% et de 6.000.000 de francs ;
- celles des colonies françaises occupent une place modeste et qui va s'amenuisant au fil des années, régressant de 7% en 1900 (1.700.000 F.) à 3% en 1905 (486.000 F.).

L'impact de la destruction du port de Saint-Pierre est immédiat et les importations chutent de 28% en 1902. Les besoins des réfugiés, de reconstruction et les effets du cyclone entraînent, par contre, en 1903, un accroissement de 7% des entrées.

De 1904 à 1906, les importations stagnent autour de 15 millions alors qu'elles étaient de 26,5 millions en 1901.

L'analyse, que l'auteur de la « Situation économique des colonies françaises » fait de ce phénomène, est suffisamment pertinente pour être reproduite ici :

« ...le fait de la destruction de Saint-Pierre et celui de la disparition de 30.000 habitants qui devaient forcément faire fléchir le mouvement des valeurs à l'entrée ne pouvait le réduire dans des proportions aussi considérables. Il est aujourd'hui établi que la population de cette ville consommait à peu près le quart des produits importés ; sa disparition devait donc ramener à 16 millions environ le chiffre du commerce annuel d'importation. En 1903, il a été de 20.389.000 F. et seulement 14.987.000 F. en 1904. En 1903, les stocks nécessaires à l'approvisionnement de l'île, disparus le 8 mai 1902, ont continué à se

former, et, à la suite du cyclone d'août qui avait ravagé la campagne et détruit les plantations vivrières, il a fallu réparer les maisons endommagées, nourrir la population à laquelle manquait les vivres du pays. Il s'en est suivi un mouvement considérable d'importation. L'année 1904 a souffert de cet état de choses. C'est donc un arrêt dans les transactions commerciales qui est la cause du déficit dans les valeurs importées en 1904. Et ce déficit, dû en partie aux faits signalés plus haut, est également une conséquence du bas prix des sucres de la campagne 1903-1904 et de la mévente des rhums qui, à un moment, ont été presque boycottés sur le marché métropolitain. Cette dernière cause a amené une absence de capitaux dans la colonie, ayant pour effet, non seulement, un abaissement des salaires mais une suspension momentanée du travail et par suite la suppression du salaire même. La consommation des produits importés s'est donc ralentie ».

Cette analyse reste valable au moins jusqu'à 1909 ; ce n'est qu'à partir de 1911 que les efforts d'investissements entrepris pour le relèvement de l'île entraînent un réel accroissement des importations.

2. LES EXPORTATIONS

La première année du XX^e siècle, avec 27 millions de francs, représente un sommet pour les exportations martiniquaises qui n'avaient jamais atteint un tel niveau depuis 1884, première année de la crise. Dès l'année suivante, cependant, s'amorce une baisse (-13,5%) qui va s'accroître brutalement, de 1902 à 1904, à la suite des éruptions et du cyclone.

Par rapport à 1900, les exportations de 1902 s'inscrivent en retrait de 40% ; celles de 1903 de 44% et celles de 1904 de 53,1% avec 12.645.521 F. Ce montant représente un record en son genre puisqu'il faut remonter à 1850, dans l'histoire économique de l'île, pour trouver un chiffre aussi bas. L'année 1904 est aussi celle qui marque la fin de la descente aux enfers. A partir de 1905, le flux exportateur augmente de façon durable : la statistique enregistre une hausse de 43% par rapport à 1904 et les sorties en valeur dépassent, pour la première fois, celles de 1902 (18.069.422 F. contre 16.251.658 F.) ; 1906 s'inscrit dans cette nouvelle tendance (+ 4,1% par rapport à 1905) qui va se poursuivre jusqu'en 1914.

Historiquement, l'essentiel des exportations était dirigé vers la France. La Martinique était ainsi très dépendante pour ses débouchés de la demande du marché métropolitain et ceci se vérifie largement pour la période qui nous intéresse ici.

La répartition, en valeur, des exportations, selon les lieux de destination, montre, en effet, qu'entre 1900 et 1906, la part de la Métropole reste prépondérante et se situe toujours entre 86,7% (en 1904) et 91,3% (en 1906) ; celle des pays étrangers fluctue, selon les années, entre 4,8%(en 1901) et 9,6%(en 1904) ; enfin celle des « colonies et pêcheries françaises » oscille entre 2,4%(en 1902) et 3,7% (en 1900).

L'on peut, cependant, avancer avec quelque vraisemblance, au vu des statistiques, que les événements de 1902 et 1903 ont, provisoirement, modifié cette situation.

De 1901 à 1904, la France métropolitaine, avec 89,8% des envois perd 5,1% en part de marché ; les pays étrangers en gagnent 4,8 et les colonies et pêcheries françaises 0,3. A partir de 1905 et surtout de 1906, le courant exportateur retrouve, peu à peu, sa structure traditionnelle.

La réexportation de denrées et marchandises françaises ou étrangères était un élément non négligeable du commerce extérieur de la Martinique.

Elle représentait, bon an mal an, de 10% en 1906 (avec presque 2 millions 500 mille francs), à 20%, en 1904 (avec environ 2 millions de francs), du total des exportations.

Elle provenait de l'étranger, à hauteur de 52 à 64% selon les années. Il s'agissait, ici, principalement, de houille importée des États-Unis ou d'Angleterre, qui servait de combustible aux navires à vapeur, de toutes nationalités, qui relâchaient en Martinique.

Des marchandises françaises, comme du rhum ou du café de Guadeloupe, étaient réexportées en France. En 1902, 1903 et 1904, sont renvoyées de vieilles ferrailles, matériaux en fonte, fer ou acier, provenant des ruines de Saint-Pierre. Il y a aussi des envois exceptionnels de monnaie d'or et d'argent en 1900 (258.000 F.), de lingots d'or et d'argent en 1903 (112.235 F.). Elles allaient aussi vers les colonies françaises qui recevaient, via la Martinique, de la morue, des farines, et tissus. Les possessions anglaises d'Amérique étaient destinataires de vins, de farines et, à partir de 1903, de poteries. Les autres pays achetaient du guano, des boissons, des tissus, des armes et des ouvrages en métaux.

Ce trafic a continué malgré la disparition de Saint-Pierre.

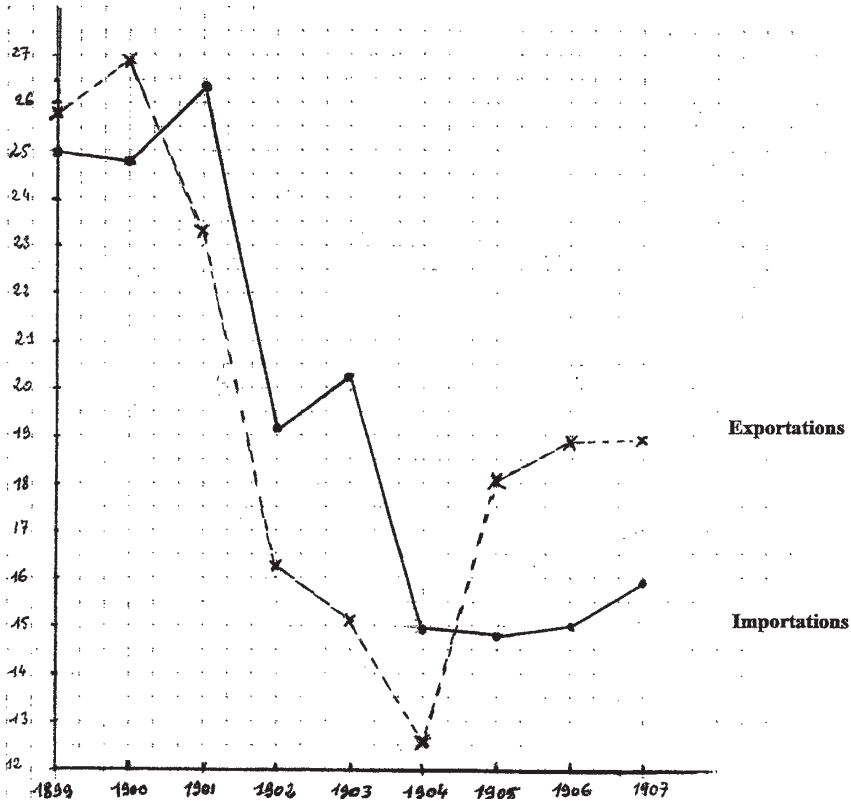
Après avoir mis en évidence le mouvement général des sorties de marchandises, pour les années qui précèdent et suivent la catastrophe, il est opportun d'examiner de façon détaillée les répercussions du désastre sur les principales composantes des exportations de la Martinique.

• *La catastrophe du mont Pelé eût une énorme répercussion sur la production et l'exportation de rhum.*

La fabrication du rhum industriel, appelé dans les statistiques « eau de vie de mélasse », était une ressource très rémunératrice pour la colonie ; elle avait l'avantage de laisser un bénéfice plus grand que celui du sucre et d'être étalée au cours de l'année. Lors de l'année précédant la catastrophe, l'exportation de rhum totalisait 18% de la valeur des exportations et réexportations martiniquaises et plus de 20% de celles des « produits du cru. » Elle était centralisée à Saint-Pierre, où une vingtaine d'usines spécialisées travaillaient non seulement les mélasses martiniquaises mais aussi celles importées. Jusqu'en 1901, les colonies anglaises envoyaient vers Saint-Pierre la presque totalité de leurs mélasses ; ensuite, la mise en place d'un droit de douane arrêta ces importations et l'apport extérieur se limita à celui venant de la Guadeloupe.

MARTINIQUE
EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

Valeurs en millions de francs.



La destruction des rhumeries, et du stock qui alimenta pendant plusieurs jours les incendies dans la ville, eut pour conséquence immédiate de faire chuter de façon drastique les exportations. Celles-ci étaient, en 1901, de 15.723.400 litres pour 4.229.873 F. (soit 0 F.27 le litre) ; elles s'effondrèrent de moitié entre 1902 et 1905. En 1902, 9.156.413 litres seulement de rhum furent expédiés pour 2.451.932 F., le prix du litre étant resté identique à celui de 1901 ; en 1903, les volumes sont de 8.851.360 litres, mais, le prix ayant, cette fois-ci, évolué de façon favorable (0 F.35 contre 0 F.27) ils s'évaluent à 3.114.894 F. Malgré le maintien de la tendance au relèvement du prix, l'année 1904 est encore plus mauvaise, cumulant les

séquelles des dégâts de 1902 et ceux du cyclone de 1903. Les statistiques enregistrent 6.860.344 litres d'eau de vie de mélasse et 2.446.220 F.

Ce n'est qu'à partir de 1905, et surtout de 1906, que les exportations se relèvent.

En 1905, avec 9.156.000 litres exportés l'on retrouve enfin le niveau de 1902 ; compte tenu de la réévaluation de 37% du prix entre ces deux années, le montant en valeur s'établit à 3.416.166 F. : + 39% entre 1902 et 1905.

Cette comparaison illustre remarquablement le fait que les ressources financières de l'île, à quantités exportées comparables, sont très fortement dépendantes de facteurs exogènes à son économie : ici, la fluctuation du prix sur le marché métropolitain.

En 1906, le montant des volumes exportés bénéficie de l'apport des nouvelles distilleries ouvertes en 1905. Simultanément, le prix du litre devient plus rémunérateur à 0 F 43 contre 0. F.37. Ces effets combinés expliquent l'augmentation de 42% du revenu (4.856.960 F.)

Après la catastrophe, les usines sucrières se substituèrent aux rhumeries de Saint-Pierre en traitant elles-mêmes leurs mélasses. Il en résulta une transformation sensible de la localisation de la fabrication du rhum industriel. Neuf usines sucrières s'équipèrent pour faire du rhum et trois rhumeries industrielles spécialisées furent créées.

Une des conséquences inattendues du cataclysme fut donc la modernisation de l'industrie rhumière condamnée à se reconstituer ; le phénomène s'est poursuivi ensuite grâce à une conjoncture plus favorable. De ce point de vue, la Martinique et aussi la Guadeloupe ont acquis un équipement supérieur à celui des colonies voisines.

Une autre conséquence fut que la Guadeloupe, en transformant ses propres mélasses au lieu de les exporter vers la Martinique, prit temporairement le relais de cette dernière. L'industrie rhumière guadeloupéenne connut un essor remarquable et les exportations de rhums et tafias qui n'étaient que de 2.500.000 litres environ en 1901 s'envolèrent brusquement à 4.934.379 en 1902, à 5.827.943 en 1903, à 6.660.567 en 1904 et à 7.678.603 en 1906 ; l'année 1905 faisant exception avec seulement 3.282.605 litres exportés.

• *L'effet des éruptions sur la production et les exportations de sucre fut moins durable et calamiteux que l'on aurait pu le craindre de prime abord.*

Plusieurs facteurs contribuent à expliquer cette observation :

- les surfaces plantées en cannes avaient notablement diminué avant 1902 du fait de la crise qui sévissait depuis 1884. Elles avaient régressé, pour l'ensemble de l'île, de 19.000 hectares en 1889 à 13.000 en 1898 dont environ 800 à 900 seulement dans le Nord ;
- l'essentiel de la production sucrière ne provenait pas de la région touchée par les éruptions de mai et d'août, même si plusieurs usines dont celle de Rivière Blanche détruite en 1902 s'y trouvaient situées ; elle n'y contribuait que pour 4 à 5.000 tonnes et moins de 15% ;

- les terres cultivables sur les territoires des communes du Nord, à l'exception de celles situées au plus près du volcan, furent rapidement réoccupées et les usines remises en route.

Fernand Clerc, cité par Ursulet, déclare le 24 avril 1903 au Conseil Général que le travail a repris dans les centre usiniers Gradis à Basse-Pointe et Vivé au Lorrain « au point que la dépense en salaires s'y était élevée jusqu'à atteindre la somme de 60.000 F. par quinzaine ».

Cette affirmation est corroborée par les écrits du vulcanologue américain Heilprin qui visite la Martinique en juin 1903 :

« Les usines sucrières de Vivé, Leyritz et Basse Pointe ont été remises en marche et il semble que pour quelque temps au moins une activité intense va remplacer la désolation qui a prévalu au cours des mois précédents. Les propriétaires et gérants se sont lassés des caprices du volcan. Entre abandonner complètement leurs propriétés en emmenant ailleurs le peu qui pouvait être transporté et d'autre part demeurer sur place avec le risque de mourir lors d'une éruption imprévue, ils ont choisi la seconde option, comme l'auraient fait la plupart des gens dans leur malheureuse situation ».

Bon nombre d'ouvriers agricoles et de marins pêcheurs ont tenu le même raisonnement et fin avril 1903 la statistique établie par la gendarmerie fait mention de 4.420 personnes revenues dans la zone dangereuse.

Traditionnellement, la fabrication du sucre d'usine brut était de très loin la principale spéculation de l'île ; la prospérité de l'économie martiniquaise en dépendait presque complètement. Pour montrer la prépondérance du sucre, il suffit de rappeler qu'en 1901, 67,5% des exportations et réexportations lui sont imputables, soit près de 75% des produits du cru. Dans ce contexte, il est remarquable que 1902, avec 34.531.764 kilos, soit, pour les quantités, la plus favorable depuis 1899 (31.638.613 kilos). Du fait de la baisse des prix, les rentrées ne s'élèvent pourtant qu'à 10.391.924 F. (contre 12.301.906 en 1899). Rappelons, au passage, que les quantités exportées au cours d'une année ne coïncident pas rigoureusement avec la seule production de l'année. Il faut aussi prendre en compte le stockage ou déstockage éventuel et, dans le cas de 1902, la partie de la récolte qui avait, déjà, été expédiée avant les événements du mois de mai.

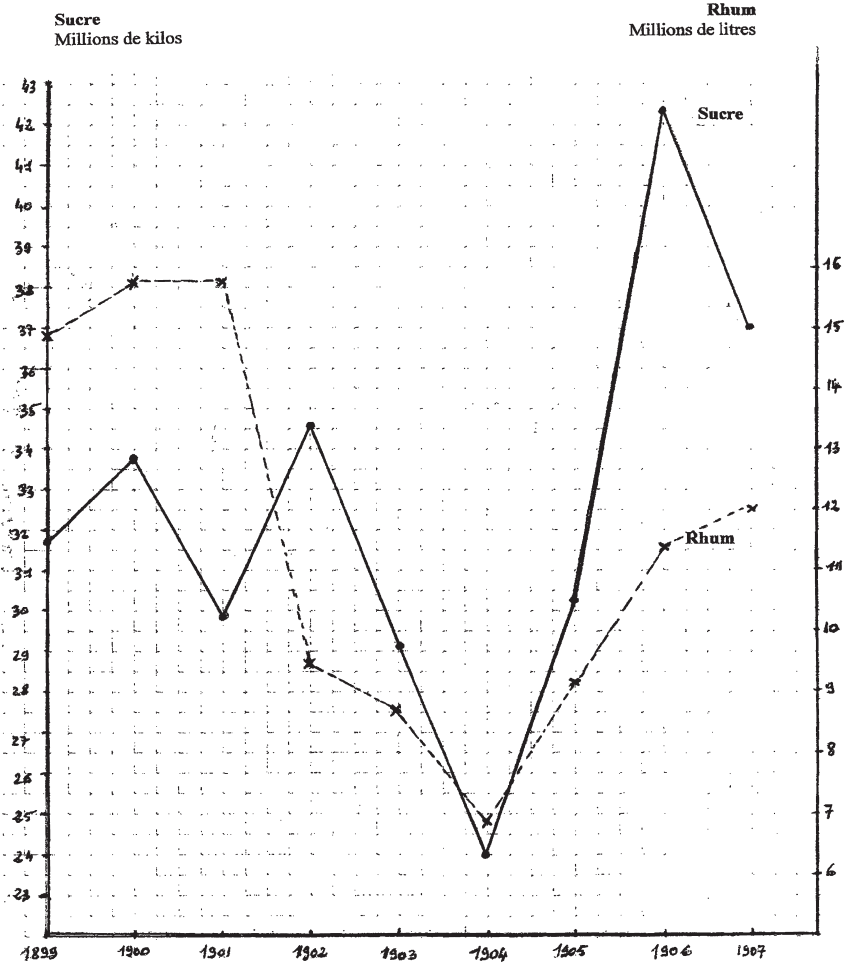
La destruction des infrastructures portuaires de Saint-Pierre et des marchandises qui y étaient en attente de départ, le temps nécessaire à la réorientation du port de Fort-de-France vers les activités de commerce, les dégâts causés aux champs de cannes par les éruptions de 1902 et le cyclone de 1903 sont autant de facteurs qui contribuent à justifier que 1903 et surtout 1904 aient été déplorables. Les exportations de sucre diminuent de 15% en volume et en valeur entre 1902 et 1903 et encore de 17,5% en quantités et de 21% en valeur l'année suivante.

Dès 1905, les exportations repartent à la hausse ; elles sont à peine inférieures de 5% à celles de 1899 : 30.188.765 kilos contre 31.638.613 et 11.692.849 F. contre 12.301.966 F.

Bien que l'année 1906, avec 42.242.616 kilos de sucre expédiés, soit de loin la meilleure depuis le début du siècle pour les quantités exportées, le revenu reste médiocre : 10.954.559 F le prix du kilo ayant chuté (0 F.26 au lieu de 0 F.39 l'année précédente).

L'auteur des « statistiques coloniales » commente ainsi cette évolution : « Le très haut cours du sucre, survenu quelques mois après l'application

MARTINIQUE
Exportations de sucre et de rhum



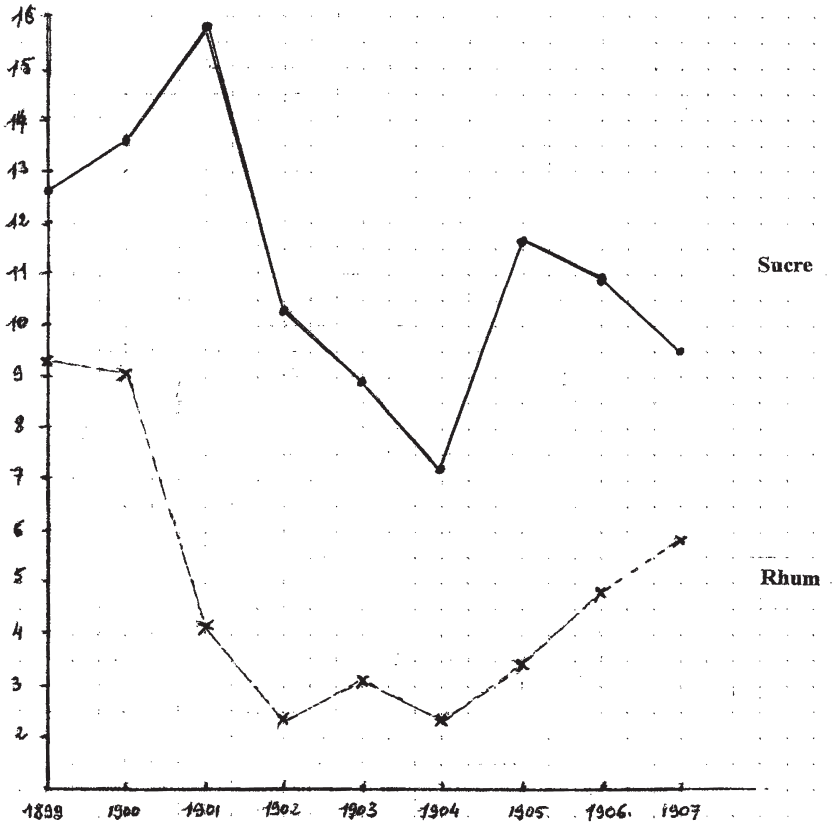
de la convention de Bruxelles, avait eu pour conséquence, dans la colonie, de faire doubler presque l'étendue des surfaces à mettre en culture et la production sucrière de 27.000 tonnes en 1904, passa à 30.000 en 1905 et 42.000 tonnes en 1906.

Seulement, tandis que pour une augmentation de 3.000 tonnes en 1905 sur 1904 il se produisait une plus-value de 4.500.000 F. dans les valeurs, cette augmentation se changeait en une diminution de 600.000 F. pour 1906 par rapport à 1905 ».

MARTINIQUE

Exportations de sucre et de rhum

Valeurs en millions de francs



Ces données statistiques mettent en évidence que l'exportation sucrière a fait l'objet, tout au long de cette période, de nombreuses fluctuations tant du point de vue de la quantité que de la valeur.

Les années les plus avantageuses financièrement, telles 1900, 1901 et 1905 ne sont pas systématiquement celles où les quantités exportées ont été les plus fortes. Si la baisse du sucre, sur l'ensemble de plusieurs années, apparaît considérable, elle ne se produit pas de façon continue et constante d'une campagne à l'autre.

Les conséquences de ces fluctuations étaient particulièrement préjudiciables à l'économie martiniquaise qui demeurait une économie de plantation. Les accords de Bruxelles et aussi l'amélioration de la conjoncture mondiale contribuèrent à modifier cette situation.

Simultanément, après 1904, l'accroissement de la productivité permit d'abaisser le prix de revient du sucre de canne.

La conjugaison de ces facteurs explique la nette reprise observée à partir de 1905.

• *Les cultures secondaires d'exportation, représentées essentiellement par le cacao et à un degré moindre par le café, ont souffert pendant cinq ans des conséquences du désastre de 1902.*

• Cacao.

Au début de la colonisation, la culture du cacaoyer avait contribué à la prospérité de la Martinique. Tombée largement en désuétude par la suite, elle connut un regain à partir des années 1880 grâce à une politique active du Conseil Général qui, dans le cadre de la relance des cultures secondaires, mit en place un système de primes. Les résultats furent positifs et les surfaces plantées se sont étendues : elles passent de 654 hectares en 1882 à 1.500 en 1890 et à 1.750 en 1900. La production, exportée exclusivement vers la France, consistait en fèves et pellicules ; le cacao broyé tenait une place très marginale.

C'étaient, historiquement, les régions avoisinantes de la montagne Pelée qui s'y consacraient. La région du Prêcheur, à elle seule, avait 750 hectares en cacaoyères et assurait presque 2/3 de la production locale ; l'Ajoupa Bouillon, le Morne Rouge et Grand Rivière, quoique en quantités moindres en cultivaient aussi. C'étaient surtout de petits propriétaires qui se livraient à cette spéculation, au demeurant très rentable, malgré la mise de fonds élevée au départ, les cacaoyers commençant à produire à partir de la cinquième année.

Les destructions des cacaoyères et les dégâts causés par l'accumulation des cendres furent d'autant plus rudement ressentis que ces planteurs n'avaient, en général, pour unique capital, que leur exploitation et ne disposaient pas de ressources financières importantes en dehors du revenu de celle-ci.

Au début du mois de mai l'inquiétude les gagne.

Le 2 mai 1902, Mme Malvina Dert écrit :

« Nous sommes désolés. Tous les cacaoyers ploient sous le poids de la cendre. »

Le 5 mai la situation a empiré :

« André [son mari] ne peut absolument pas monter [à Fort-de-France], ses intérêts sont menacés. Il fait tout son possible pour sauver ce qu'il peut, c'est pourquoi il est monté aujourd'hui [au Prêcheur] essayer de ramener ses travailleurs qui sont partis. Il va secouer le plus d'arbres possible afin de retirer autant de cendres qu'il pourra et ce ne sera pas un travail d'un jour ».

Tous deux, comme bien d'autres, disparurent le 8 mai.

L'éruption du 30 août endommagea sérieusement les plantations du Morne Rouge et de l'Ajoupa Bouillon. Surtout, elle rendit impraticable l'accès aux habitations et l'acheminement de la cueillette.

Les éruptions de 1902 et 1903 firent que, de 1902 à 1904, la chute des exportations a été très forte.

En 1900 les expéditions s'élevèrent à 1.305.719 F. et à 731.919 kilos (4,84% des exportations totales et autant de produits du cru) avec un prix au kilo exporté de 1 F.78.

En 1901, l'on observe un net fléchissement : 882.052 F. et 688.593 kilos (3,78% des exportations totales et 4,18% de celles des produits du cru) avec un prix au kilo qui baisse fortement (1 F.28 contre 1 F.78).

La catastrophe entraîne, en 1902, un recul de 36,7% des quantités exportées mais de 18,9% seulement pour les valeurs, le prix étant passé à 1 F.64.

Les années 1903 et 1904 sont encore plus mauvaises. Les cacaoyères de la région ravagée n'ont pu être qu'en partie récoltées et le prix au kilo est reparti à la baisse (1 F.45 en 1903 et 1 F.34 en 1904). Les exportations de 1903 sont, ainsi, inférieures de 23,4% en quantités et de 32,4% en valeur à celles de 1902, quant à celles de 1904 ce sont les plus faibles depuis le début du siècle (319.151 kilos et 428.044 F.).

L'année 1905 amorce la remontée des exportations : elles dépassent, pour la première fois, celles de 1902 (469.982 kilos et + 47,2%) ; en valeur, elle est moins spectaculaire (+ 39,8% et 598.767 F.), le prix au kilo ayant atteint son niveau le plus bas depuis 1899 (1 F.27). 1906 s'inscrit dans la suite de 1905 : les quantités exportées augmentent de 0,7% ; à la suite d'une forte remontée des prix (1 F.60), les valeurs s'accroissent de 26,7%.

En 1907, les exportations égalent quasiment les niveaux record atteints en 1900, tant pour les quantités (731.000 kilos) que les valeurs (1.304.011 F.) ou le prix (1.F. 78).

Ce renouveau s'explique par le fait que les cacaoyères situées dans la zone touchée par les dévastations à Grand Rivière, au Morne Rouge, à l'Ajoupa Bouillon et même au Prêcheur ont été réoccupées.

De par les soins apportés aux arbres endommagés, la cueillette a pu, progressivement, reprendre malgré les difficultés d'acheminement vers Fort-de-France. De plus, les arbres plantés, dès les premières accalmies du volcan, commençaient à entrer en rapport.

Il aura fallu cinq années pour effacer les effets de la catastrophe sur le cacao.

- Café.

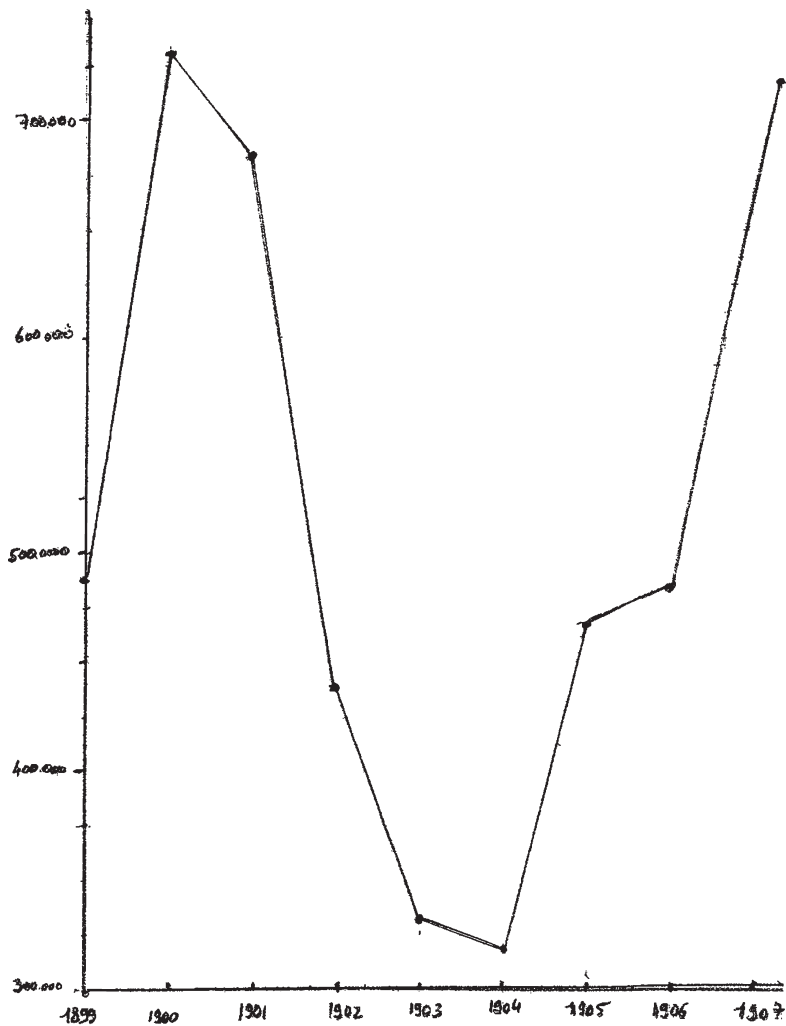
Le café avait fait la fortune de la Martinique au XVIII^e siècle mais fut délaissé ensuite. Cependant, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, une partie des caféières furent replantées et, en 1882, les 693 hectares situés, surtout dans le Nord, produisaient 230.000 kilos dont 36.000 étaient exportés. La concurrence du Brésil amena les planteurs à se désengager de cette culture malgré la mise en vigueur, entre 1894 et 1904, d'une prime de 0 F.50 par pied. L'Ajoupa Bouillon, où il existait 15.000 pieds de caféiers, était le plus gros producteur ; on en cultivait aussi au Morne Rouge.

Malgré ces efforts, lors des premières années du XX^e siècle, les exportations, sont minimales oscillant de 0,2% à 1,1% des valeurs totales.

MARTINIQUE

Exportations de cacao.

Quantité en kilos.



La place du café indigène, relativement faible dans les exportations martiniquaises, ne cesse de diminuer entre 1899 (28,6%) et 1905 (8,6%) malgré deux exceptions : les années 1901 (56,2%) et 1902 (43,3%).

L'essentiel des exportations provenaient, en fait, de la réexportation de grains importés qui selon les années, représentaient, en valeur, de 44% (en 1901) à 91,4% (en 1905). Ces grains venaient pour la moitié ou les deux tiers, selon les années, sauf en 1901(18,7%), de territoires anglais environnants ou de la Guadeloupe (entre 8 et 25%) qui produisait un café classé parmi les meilleurs du monde. Les lieux de destination étaient principalement la France pour les cafés de Martinique et de Guadeloupe et les pays étrangers pour les autres.

L'effet des événements de 1902 et du cyclone de 1903 apparaît très nettement, de 1903 à 1906, sur les exportations de cafés du cru. Par contre, dès 1903, les réexportations reprennent de l'ampleur.

Pour les cafés du cru, sur les périodes 1899-1906, 1901 et 1902 sont les plus favorables tant pour les quantités (4.436 et 4.183 kilos) que pour les valeurs (11.667 et 7.684 F.) Dès 1903, avec les conséquences combinées des éruptions et du cyclone, les volumes sont quatre fois inférieurs à ceux de 1902 et les valeurs trois fois et demi. Ces effets se font sentir, jusqu'en 1906, année pour laquelle les quantités restent encore deux fois et demi inférieures à celles de 1902 et les valeurs sont divisées par trois.

Pour les réexportations, les chiffres les plus élevés sont ceux de 1900 avec 14.866 kilos et 18.949 F. ; en 1901, les quantités sont trois fois moindres et les valeurs divisées par deux. En 1902, les volumes progressent de plus de 53% et les valeurs de 10,5%, par rapport à l'année précédente. Par la suite, jusqu'en 1906, elles se stabilisent, en volumes, autour de 10.000 à 12.000 kilos, et en valeurs de 10.000 à 12.000 F.

• *Les dégâts causés aux cultures lors de la catastrophe et du cyclone de 1903 eurent, paradoxalement, une incidence favorable sur le développement de l'élevage.*

À la suite des éruptions, beaucoup de surfaces autrefois cultivées ont été transformées en savanes et l'élevage du bétail, surtout des bovins, a été entrepris sur une grande échelle.

La destruction de toutes les plantations vivrières par les cendres volcaniques a aussi conduit des petits propriétaires à se défaire, à vil prix, de leur bétail afin de subvenir à leurs besoins et à renouveler leurs cultures à nouveau détruites par le cyclone de 1903.

Pour ces raisons, à partir de 1904, la Martinique peut suffire à sa propre consommation en bœufs et en moutons.

Les importations se contractent et, comme les prix de vente sur place deviennent peu rémunérateurs pour la consommation locale, il se crée même un petit courant exportateur.

Les importations d'animaux vivants qui, en 1901, étaient de 463.368 F. (soit 1,75% des importations) s'effondrent de 71,6% en 1902, puis à nouveau de 22,2% de 1902 à 1903 ; et encore de 61,3% entre 1903 et 1904. Pour 1905, elles ne représentent plus que la moitié de celles de 1902 et

0,45% des importations. La baisse porte principalement sur les bœufs en provenance du Venezuela et de Porto Rico.

En même temps, les exportations prennent quelque ampleur :

- celles de viandes fraîches, qui étaient inexistantes jusqu'en 1902, apparaissent en 1903 pour la somme symbolique de 4.054 F., puis les montants s'accroissent : 30.006 F. en 1904 et 50.448 F. en 1905 ;
- celles d'animaux vivants ne totalisaient que 6.502 F. en 1901. Elles chutent de 46% en 1902, mais dès 1903 et 1904 elles reviennent pratiquement à leur niveau de 1899 (9.480 F.) En 1905, avec 24.100 F., elles sont multipliées par 2,6 par rapport à 1905 et par 6,8 par rapport à 1902.

Sur le plan financier, *les pertes irremplaçables causées par les éruptions du volcan furent énormes.*

La commission *ad hoc* constituée pour les évaluer estime, dans un premier temps, à 183.440.000 F l'ensemble des valeurs immobilières et mobilières détruites à Saint-Pierre et dans les bourgs voisins, puis, dans son bilan définitif, les réévalue à près de 200 millions.

- Les destructions immobilières représentent presque 60% du total (108.440.000F.). Les propriétés bâties de Saint-Pierre et de ses environs y figurent à elles seules pour 60.000.000 F. (1/3 du total), l'ensemble des autres bâtiments ou établissements (militaires, coloniaux, communaux, services publics, industriels) pour 31.140.000 F. (17% du total) et les propriétés rurales pour 17.300.000 F. (9,5% du total).

- Les pertes mobilières (75.000.000 F.) sont principalement imputables aux meubles, vêtements, bijoux, (50.000.000 F.) auxquels s'ajoutent les 20.000.000 F. de marchandises entreposées dans les magasins et les 5.000.000 F. perdus en rade. En regard, les 5.240.822 F. récupérés dans les ruines de la Banque de la Martinique, à Saint-Pierre, représentent peu de choses, bien que ces sommes aient contribué à atténuer les effets de la désorganisation bancaire et financière dans les mois qui ont suivi la catastrophe.

- Les ressources budgétaires procurées par la ville de Saint-Pierre et ses environs s'élevaient en 1901 à plus de 2.310.000 F. pour un budget local global de 6 millions de francs. Irrémédiablement perdues, elles provenaient des divers impôts directs et indirects payés par les Pierrotins et de l'activité portuaire.

D'après le journal *L'Opinion* du 24 juin 1902, cité par Ursulet :

« Les trois bureaux du service de l'enregistrement à Saint-Pierre avaient fourni au budget local (enregistrement, amendes, timbres, taxes sur les revenus et domaines) une recette de 419.213 F. en 1900 et 412.575 F. en 1901. Dans les contributions indirectes, les deux contrôles du Fort et du Mouillage — qui étaient bien limités à la ville, puisque le secteur environnant, composé du Carbet, Morne Rouge, Sainte Philomène, voire Fonds Coré, avaient des recettes indépendantes — donnaient : en 1900, 364.981 F. et en 1901, 425.795 F. Le contrôle spécial des contributions directes donnait en produit revenant à la caisse coloniale, les sommes de 215.369 F. en 1900 et 237.612 F. en 1901 ».

L'activité du port rapportait en 1901, 1.100.000 F. de droits de douane et 1.234.315 F. d'octroi de mer.

Chemin-Dupontès considère que d'un seul coup un quart du capital agricole et industriel de la Martinique a disparu.

Les conséquences financières du désastre de 1902 eurent donc un retentissement très important sur l'économie de l'île. Certes, il y eut des aides extérieures et du gouvernement français ; mais elles ne furent pas à la hauteur des pertes subies par la population et le budget de la colonie.

Sur le plan social, l'impact de la tragédie fut sévère. La Martinique fut, en quelques minutes, privée d'une part importante de ses forces vives.

Au-delà de l'immense détresse morale et des drames individuels causés par la disparition de pans entiers de clans familiaux, les pertes humaines eurent également des effets économiques et culturels très graves.

Il est indispensable de rappeler que parmi les victimes du 8 mai se trouvait une bonne partie de l' « élite » martiniquaise, toutes « classes » confondues.

Résidaient à Saint-Pierre et dans sa proximité immédiate, d'après les estimations de l'époque, approximativement 3.000 blancs (« békés » et européens), 9.000 membres de la « classe de couleur » et 15.000 noirs.

Parmi eux, un grand nombre d'usinières, rhumiers, grands et petits planteurs, négociants, commissionnaires, clergé, enseignants et professions libérales, employés, ouvriers spécialisés, travailleurs agricoles, pêcheurs et caboteurs, ainsi que leurs familles, sont morts au matin du 8 mai 1902.

L'éruption du 30 août, avec les 1.000 morts au Morne Rouge, l'ensevelissement sous les cendres et les coulées de boues des maisons d'habitation dans les communes du Nord, entraîna un nouvel afflux de réfugiés, traumatisés et dans le plus complet dénuement, vers le reste de l'île.

Les réfugiés d'origine modeste, dans l'impossibilité de trouver, pour la plupart d'entre eux, un travail rémunéré, eurent du mal à s'intégrer socialement à la vie foyalaise.

Les rescapés qui ne se trouvèrent pas totalement ruinés par la perte de leur capital et avaient une succursale à Fort-de-France y transférèrent leur siège ; les entreprises foyalaises, déjà en place, connurent une prospérité nouvelle ; d'autres furent créées ; le « commerce du bord de mer » prit son envol.

Une nouvelle génération de Martiniquais émergea et assura progressivement le relais dans tous les secteurs d'activité.

Fort-de-France, depuis longtemps déjà, capitale administrative de l'île, s'affirma désormais et définitivement comme le seul centre économique, commercial et culturel.

Il n'en demeure pas moins que la reconstitution du tissu social complexe et diversifié qui était la caractéristique originale de Saint-Pierre fut longue à se réaliser. Il s'en suivit pendant quelques années un handicap certain pour la Martinique.

BIBLIOGRAPHIE

ABENON, L., *L'activité du port de Saint-Pierre (Martinique) à la fin du XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 1996.

- ARIÈS, Ph., DANÉY, C. et BERTÉ E., *Catastrophe à la Martinique*, Paris, Herscher, 1981.
- CHEMIN-DUPONTÈS, *Les Petites Antilles*, Paris, Guilmoto, 1909.
- Commission exécutive du comité officiel de secours aux sinistrés de la Martinique, *Rapport du 27 juin 1904*.
- Conseil général de la Martinique, *Guide officiel de Saint-Pierre*, 1987.
- CONTOUR, S., *Saint-Pierre (Martinique). Tome II. La catastrophe et ses suites*, Editions Caribéennes, 1989.
- CUCCHI, R., *Souvenez vous ! 8 mai 1902*, Edition de l'annuaire, 1972.
- DELAWARDE, R.P., *L'habitat rural à la Martinique*, Bulletin agricole de la Martinique, Vol. V N°1, Fort-de-France, Avril 1933.
- DUMORET, M., *La ville détruite*, H.E. Martin éditeur, 1902 (?).
- GABRIÉ, G., *Lettres personnelles manuscrites à Mr. ROUME en mars et avril 1900*, Collection personnelle de l'auteur.
- Généalogie et histoire de la Caraïbe, *Lettre de Fernand Winter Durennel, et les dernières lettres de Malvina Dert*, N°148, mai 2002, Imprimerie PDCS, Paris-La Défense.
- HESS, J., *Saint-Pierre, la catastrophe de 1902, Notes d'un reporter*, Paris, 1902.
- Journal officiel de la Martinique, *Résultats du recensement de population de 1901*, 24 avril 1902.
- LACROIX, A., *La Montagne Pelée et ses éruptions*, Paris, Masson, 1904.
- , *La Montagne Pelée après ses éruptions*, Paris, Masson, 1908.
- LAMBOLEZ, C. dit Cœur Créole, *1635-1902. Saint-Pierre Martinique*, Paris, Berget-Levrault et Cie, 1905.
- LEMAIRE, J.B., *Courriers du Gouverneur au Ministre des Colonies, et Interventions devant le Conseil Général de la Martinique*, cités par URSULET.
- LHUËRRE, G., *Rapports et cables adressés au Ministre des Colonies*. Ministère des colonies, *Statistiques coloniales*, Melun, Imprimerie Administrative, Années 1899 à 1907.
- , *Statistiques de la population dans les colonies françaises pour l'année 1906*, Melun, Imprimerie Administrative, 1909.
- , *Colonies françaises. Statistiques décennales du commerce (1896-1905), Tome I^{er}, Statistiques générales et statistiques par colonies*, Bureau de vente des publications coloniales officielles, Paris, 1910.
- SCHNAKENBOURG, C., *Note sur l'histoire de l'usine du Galion (Martinique) 1865-1939*, Extrait de la revue économique du Sud-Ouest N°1, Bordeaux, Editions Bière, 1978.
- STÉHLÉ, G., *Petit historique des grands recensements antillo-guyanais et en particulier de la Guadeloupe*, Bulletin de la Société d'histoire de la Guadeloupe N°115 Basse-terre, Archives départementales, 1^{er} trimestre 1998.
- URSULET, L., *Le désastre de 1902 à la Martinique. L'éruption de la Montagne Pelée et ses conséquences*, Paris, L'Harmattan, 1997.